



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 LE 15 MAI 1994

N° 224 PRIX 4 FF

**AFRIQUE**

**DU**

**SUD**



**LA SEGREGATION RACIALE**

**OFFICIELLE EST SUPPRIMEE**

**IL RESTE A METTRE FIN**

**A LA SEGREGATION SOCIALE**

SOMMAIRE AU VERSO

**SOMMAIRE**

Page 2

Editorial

Page 3

- Afrique du Sud: L'ANC, du parti "banni" au parti du pouvoir

Page 6

- Dévaluation: Entre les dires des experts et la réalité pour les pauvres.

Page 7

- Côte d'Ivoire: travailleurs et patrons, rien de commun

Page 8

- Mali: les marchandages entre les dirigeants touaregs et maliens

Page 9

- Rwanda: l'ethnisme comme moyen de parvenir ou de rester au pouvoir

**ABONNEMENT****FRANCE:** 1 an

- Pli ouvert : 70 FF

- Pli fermé : 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

**ETRANGER :**

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

**ADRESSE:**

DUFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

**AFRIQUE DU SUD**

**LA SEGREGATION RACIALE  
OFFICIELLE EST SUPPRIMEE  
IL RESTE A METTRE FIN A  
LA SEGREGATION SOCIALE**

Le 27 avril, pour la première fois, des millions de Noirs ont pu voter en Afrique du Sud. C'est une date mémorable. L'apartheid avait pris le relais du colonialisme. Ce système ignoble écartait jusque-là 28 millions de Noirs de tout droit politique, y compris du droit de vote pour les adultes.

L'apartheid (séparation en Afrikaans) était le système par lequel les autorités opéraient entre les groupes raciaux une ségrégation discriminatoire fondée uniquement sur la couleur de la peau.

Ce système fournissait à la bourgeoisie blanche une arme politique, psychologique et juridique pour surexploiter les travailleurs noirs. Et si la bourgeoisie blanche a fini par remballer sa constitution raciste, son arsenal juridico-policier, à entr'ouvrir elle-même les portes des gâbles, à organiser des élections avec la participation de la population noire, c'est bien parce qu'elle a fini par comprendre de force plus que de gré qu'il n'était plus possible de continuer dans cette voie. Ce système s'est révélé être un générateur d'émeutes à répétitions. Les prisons, les tortures, la déportation n'arrivaient plus à bout des millions de gens qui disaient NON!

Les événements de Soweto en 1976, les soulèvements dans les mines et les townships, les émeutes dans la région du Transvaal en 1984 ont fini par entraîner tout le pays dans la tourmente du refus.

Pour les exploiters l'apartheid était devenu trop risqué au point que les compagnies étrangères ont choisi de retirer une partie de leurs capitaux de l'Afrique du Sud. La situation sociale et politique trop instable ne favorisait plus la bonne marche de leurs affaires. De plus ce pays était devenu une poudrière dont l'explosion se propagerait inévitablement dans l'ensemble du continent. Le prolétariat sud-africain étant le plus nombreux, le plus

*puissant économiquement et peut-être le plus conscient par l'expérience des luttes qu'il a acquise au cours des ans.*

*Les puissances économiques, l'impérialisme américain en tête, ont trouvé un interlocuteur valable en la personne de Mandela pour négocier en secret, bien à l'abri des regards et du contrôle des masses populaires.*

*C'est sûr que bien de politiciens noirs, de bureaucrates, d'intellectuels, de petits bourgeois y trouveront leur compte. A leur tour ils comptent bien avoir enfin accès aux privilèges réservés jusque-là aux seuls Blancs.*

*Quant à la masse des prolétaires noirs, si elle peut tirer légitimement fierté d'avoir mis fin à un régime ségrégationniste abject, sa situation sociale ne changera nullement. Elle sera aussi exploitée qu'auparavant, aussi mal payée pour ceux qui ont la chance d'avoir un travail et aussi livrée au chômage. Elle subira également*

*l'oppression, même si les exécutants de cette oppression seront cette fois des Noirs. Voilà pourquoi, pour le prolétariat d'Afrique du Sud, le combat n'est pas fini. Si le prolétariat noir d'Afrique du Sud est capable de montrer autant d'énergie dans son combat contre l'inégalité sociale qu'il l'a montré contre l'inégalité raciale, alors, la bourgeoisie d'Afrique du Sud, quelque soit la couleur de sa peau, et la bourgeoisie impérialiste auraient tort de se réjouir d'avoir réussi à bon compte la "transition".*

*Le prolétariat noir qui a été doublement victime de ce système, laissera-t-il les mains libres à Mandela et à l'ANC pour se contenter d'une abolition formelle de l'apartheid? Ou bien se donnera-t-il l'organisation, les moyens et les méthodes propres à lui pour mettre fin à l'apartheid social? Il ne peut compter sur Mandela et l'ANC pour que les richesses de toutes sortes - aujourd'hui à la disposition des bourgeois blancs - soient mises au service de toute la population.*

## AFRIQUE DU SUD

### L'ANC, DU PARTI "BANNI" AU PARTI DU POUVOIR

Avant de parvenir au pouvoir, à la suite d'une élection, l'ANC, avec Mandela à sa tête, a connu de longues années de répression, à l'image de ce que les dirigeants de l'Afrique du Sud ont fait subir à la population noire, métisse et indienne.

Fondée en 1912, à l'époque où l'Afrique du Sud était encore une colonie anglaise, l'ANC était un parti de notables noirs. A sa tête se trouvaient des princes et des dignitaires (Mandela lui-même est issu d'une famille royale) dont les revendications principales étaient fort modérées. Ce parti était

parfaitement toléré par l'impérialisme anglais. Ce n'est qu'en 1960 que l'ANC avait été interdite par l'Etat sud-africain qui institutionnalisa l'apartheid depuis 1948. L'arrestation de ses dirigeants (dont Mandela), en 1962 et leur condamnation à perpétuité pour avoir osé braver les lois de l'apartheid, loin d'avoir anéanti ce parti n'a fait que renforcer son influence au sein de la majorité combative de la population noire.

Quatre années après sa libération, Mandela est à la tête de l'Etat après avoir été consacré "prix Nobel de la paix". Ceux-là-

même qui le traitaient de dangereux "terroriste" le qualifient d'homme de "dialogue", "modéré", "responsable", d'"homme d'Etat", etc.. Il a reçu les hommages et les félicitations des dirigeants du monde entier, des pays impérialistes comme des dictatures africaines qui, tout en n'ayant pas le mot "apartheid" dans leur constitution, n'oppriment pas moins leurs peuples.



Pour l'écrasante majorité de la population noire, y compris au-delà de la frontière sud-africaine, la victoire de Mandela est ressentie, à juste titre, comme une partie de la dignité retrouvée. Mais ce serait une illusion de croire un instant que l'arrivée au pouvoir de dirigeants noirs mettra fin à la pauvreté des grandes masses de prolétaires, au chômage, aux inégalités sociales, car tout cela ne résulte pas du système politique de l'apartheid, mais de l'organisation capitaliste de la société. Dans tous les pays d'Afrique devenus indépendants après des périodes plus ou moins longues de colonialisme force est de constater qu'il n'a pas suffi de mettre fin à ce dernier et qu'un drapeau et un hymne national, l'égalité raciale devant les droits politiques, n'assurent nullement pour autant l'égalité sociale, ni même la liberté. Le prolétariat noir n'est pas moins exploité, ni même plus libre au Zaïre ou au Gabon qu'il ne

l'a été dans l'Afrique du Sud de l'apartheid.

L'ANC a su prendre la direction du combat contre l'apartheid. Mais il n'a jamais mené le combat au nom de la lutte de classes, au nom de la lutte des prolétaires noirs pour supprimer l'inégalité sociale en expropriant la bourgeoisie - essentiellement blanche mais pas seulement - toute la bourgeoisie, afin de pouvoir réellement consacrer les ressources du pays à améliorer le sort de ses plus pauvres. Non, l'ANC, tout en étant par moment radical dans ses moyens de combattre contre l'apartheid, il n'a jamais combattu l'organisation capitaliste de l'économie. Il n'a jamais combattu le pouvoir de l'argent, le pouvoir de la bourgeoisie sur la société, il voulait seulement que les bourgeois noirs puissent occuper une place - fut-ce petite car leurs moyens financiers sont inférieurs à ceux des bourgeois blancs - à la tête de la société. Voilà pourquoi l'ANC est, et a toujours été, un parti bourgeois, le parti de la bourgeoisie noire dans son combat pour accéder de plein droit au rang des exploités du prolétariat noir, même si c'est précisément ce prolétariat noir qui a fourni le gros des martyrs du régime d'apartheid, et aussi, le gros des combattants. Voilà pourquoi, tout en conduisant le combat contre l'apartheid, l'ANC a en même temps canalisé, limité le combat des masses noires pauvres d'Afrique du Sud de peur que celles-ci, en combattant le monopole de la bourgeoisie blanche sur la politique, ne parviennent à la conviction qu'il fallait, aussi, combattre la source véritable du pouvoir, le pouvoir de l'argent.

Toute la population noire d'Afrique du Sud a fêté l'investiture de Mandela comme premier président noir du pays - et en un certain sens, à juste raison, car toute la population a gagné en dignité avec la disparition officielle de l'apartheid. Mais

pendant que ceux qui avaient le privilège d'assister à la réception officielle, bourgeois noirs et blancs, rivalisaient en luxe et étalaient les robes de marque de leurs dames, les autres retournaient dans leurs townships misérables, sans plus d'espoir d'en sortir aujourd'hui que hier.

Mandela président, le capitalisme continue et pour l'essentiel, au profit des mêmes qu'avant. Ceux qui se sont engraisés sous la protection de l'apartheid, continueront à s'engraisser sous le régime multiracial. L'argent n'a pas de couleur. Dans les mines, les usines, les fermes agricoles, partout où l'on produit les richesses de ce pays, il n'a même pas été question d'une simple augmentation de salaire ! Les seules promesses que Mandela a faites c'est que son gouvernement fera construire des logements, des routes, avec un programme d'électrification. Des logements et de l'électricité dont ne pourront disposer que ceux qui pourront les payer. Ce qui, loin de nuire aux gros capitalistes, les enthousiasme au contraire car c'est autant d'investissements et de profits qu'ils pourront réaliser au travers de ces grands travaux.

Pour paraître responsables aux yeux de la bourgeoisie internationale ainsi qu'à ceux de la bourgeoisie blanche locale, l'ANC, bien avant son arrivée au pouvoir, a rayé de son programme tout ce qui pouvait donner l'impression de radicalisme. Ainsi, il n'est plus question de redistribution des terres ni de nationalisation des mines, des banques et des grandes industries (projet qui figure dans la Charte de la Liberté élaborée en

1955 par l'ANC et qui lui servait de programme politique). Aujourd'hui il est plutôt question de créer un climat de confiance pour ne pas faire fuir les capitaux et attirer les investisseurs internationaux. Les dirigeants de l'ANC s'évertuent à calmer les ardeurs dans les townships, à expliquer à la population pauvre (sans sa lutte l'ANC ne serait pas au pouvoir) qu'il ne faut pas qu'elle s'attende à de grands changements même si le pouvoir a changé de main et que la priorité est au "développement économique". Voilà un langage qu'on a entendu de la bouche des dirigeants africains 34 années plus tôt, au moment où la plupart des pays d'Afrique accédaient à l'indépendance. C'est au nom du "développement" et de la "construction nationale" qu'ils ont bâillonné toute la population en interdisant les partis politiques et les syndicats.

Les dirigeants de l'ANC sont aujourd'hui, vis à vis de leur peuple, dans la même situation que les dirigeants des autres pays africains des années 60. La différence c'est que cela se passe avec 34 ans de retard, de plus, dans un pays où les travailleurs et les couches pauvres ont acquis une tradition de lutte à cause, ou grâce, à l'apartheid. Et il n'est pas dit que les dirigeants de l'ANC vont parvenir à tromper les travailleurs et les populations déshéritées après les avoir bercé d'illusions durant des années pour profiter de leur lutte. En tout cas il est sûr que si les nouveaux dirigeants de l'Afrique du Sud ne parviennent pas à calmer les populations par leurs discours, ils le feront par la répression. Mais les combats du passé ont éduqué le prolétariat.

## DEVALUATION DU CFA

### ENTRE LES DIRES DES EXPERTS ET LA REALITE POUR LES PAUVRES

Au lendemain de la dévaluation du franc CFA, les dirigeants politiques de l'impérialisme français et ses prétendus experts en économie n'arrêtaient pas de chanter les vertus de ce mécanisme monétaire et de tout le bénéfice que les pays de la zone franc pourraient en tirer. Ils parlaient de "ballon d'oxygène" pour l'économie moribonde à bout de souffle, de "coup de fouet" à l'exportation; ils disaient que cette mesure serait une bonne chose pour les populations concernées.

Mais plus de quatre mois après cette dévaluation, les conséquences dramatiques de cette mesure a gravement augmenté la misère. Certains dirigeants ont encore le culot de dire: "patiencez! c'est trop tôt pour juger". Un mensonge de plus. La dévaluation en réalité, est une pilule amère, très amère difficile à avaler pour les petits, les paysans, les pauvres.

Dès l'annonce de cette dévaluation, partout les prix des produits importés ont augmenté tout comme ceux des produits locaux tels que le riz, l'huile etc... Cette flambée de prix a déclenché des manifestations dans plusieurs villes de l'Afrique de l'Ouest telle que Dakar, Bamako, Abidjan.

Au début les commerçants ne voulaient pas vendre leurs marchandises en attendant que les prix soient fixés officiellement; ils espéraient les vendre plus cher. Certains en ont profité pour vendre en cachette en doublant les prix.

Dans certains pays le

gouvernement a fermé les yeux, dans

d'autres les autorités ont envoyé la police ou des contrôleurs des prix d'une manière démagogique à quelques endroits surtout chez des petits commerçants pour les obliger à ouvrir leurs boutiques.

Au Mali par exemple, le gouvernement a augmenté les salaires de 10% soi-disant pour rattraper les augmentations des prix. Les prix du kilo de riz et du sucre, de l'essence ont doublé officiellement. En bref tous les produits importés ont doublé de prix. Quant aux prix des produits locaux, ils ont augmenté de 20 à 30%. C'est le cas du sac de ciment qui passe de 60 000 à 80 000 CFA.

Au Sénégal et en Côte d'Ivoire pour ne citer que ces pays-là, les prix, là aussi, ont augmenté de 20 à 30%. Là également les autorités sénégalaises et ivoiriennes ont augmenté les salaires de 10 à 15%. Mais dans tous les cas, tous ont attendu trois mois après la dévaluation et la flambée des prix avant de relever les salaires de ceux qui ont un emploi car ce n'est pas le cas des millions de paysans pauvres, des chômeurs.

Où sont donc les avantages dont nous chantaient les institutions internationales comme le FMI et des gouvernements africains? Comme d'habitude ce sont les mêmes qui payent, c'est-à-dire les populations pauvres. Le jour où cette population se révoltera pour de bon, elle pourra mettre toutes ces mesures dans la poubelle de l'histoire du cfa

## COTE D'IVOIRE

## TRAVAILLEURS ET PATRONS, RIEN DE COMMUN

Le 1er mai dernier, H. Konan Bédié, lors de sa rencontre avec les représentants des syndicats (FESACT, DIGNITE et UGTCI), venus lui présenter leurs cahiers de doléances, a demandé aux travailleurs d'être "réalistes" et de s'entendre avec les patrons. Car selon lui, les uns et les autres visent le "même objectif", produire de "nouvelles richesses" avant de "procéder à une redistribution plus effective".

Les travailleurs qui ont pu l'écouter à la télévision savent bien que de tels propos ne correspondent pas à la réalité qu'ils vivent chaque jour, dans les usines. Ils savent bien qu'ils travaillent dur, à une cadence toujours accélérée, dans des conditions où il n'existe aucune sécurité.

Mais les salaires sont tellement bas que les travailleurs sont obligés de faire des heures supplémentaires, sans pour autant avoir les moyens, ne serait-ce que de manger à leur faim. Au bout de plusieurs années de travail, ils restent aussi pauvres qu'en entrant à l'usine. Avec en prime un vieillissement prématuré et une santé ruinée pour la vie, par les fatigues et les maladies.

Pendant ce temps, la production augmente d'année en année, les profits aussi. Certaines usines

-malgré la crise- grandissent, pour ainsi dire, à vue d'oeil. Cette prospérité se voit aussi sur la bonne mine des patrons qui sont bien logés, bien nourris et bien véhiculés. Et pour leurs vieux jours, leurs comptes en banque sont de plus en plus garnis, d'autant plus qu'ils n'hésitent pas à augmenter de façon substantielle leurs salaires.

D'où vient une telle différence dans la "redistribution" des richesses, honorable président? Comment expliquer que plus les salaires sont bas, plus ceux des patrons sont élevés -alors que ce sont les ouvriers qui créent les richesses?

Non, les patrons et les hommes politiques à leur service se moquent des travailleurs quand ils leur demandent de se taire et de ne penser qu'à produire. Et ils se permettent de le faire, parce que les travailleurs n'appuyent pas leurs revendications par des grèves.

Car si, au lieu de présenter des cahiers de doléances, les syndicats appelaient les travailleurs à la lutte, s'ils faisaient du 1er mai une journée de combat en lui redonnant ainsi son véritable sens originel, les riches prendraient les travailleurs plus au sérieux et leur lâcheraient une partie de leurs profits pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

## MALI

## LES MARCHANDAGES ENTRE LES DIRIGEANTS TOUAREGS ET MALIENS

Il y a quelques jours a eu lieu à Tamanrasset, en Algérie, une conférence réunissant les représentants du gouvernement malien et du mouvement touareg MFUA (Mouvement des Fronts Unis de l'Azawad). Les discussions ont échoué sur l'intégration des combattants de ce mouvement dans l'armée régulière et dans l'administration malienne comme si c'était le problème principal de la population pauvre touareg dans son ensemble. En réalité, ni les représentants de ce mouvement, ni le gouvernement d'Alpha Konaré ne s'intéressent aux problèmes réels de ces populations du nord, pas plus qu'à l'ensemble de la population malienne. D'ailleurs, tous les gouvernements maliens successifs ont toujours eu du mépris vis à vis du mouvement des touaregs. Cela fait plus de trente ans qu'il réclame le respect et l'autonomie de cette région. Chaque fois on envoie l'armée pour tirer sur ceux que les gouvernements successifs ont coutume d'appeler "les rebelles du nord" au lieu de les écouter.

Quelques fois les dirigeants maliens prennent un ou deux Touaregs pour leur donner un poste de sinécure comme ce fut le cas de l'ancien ministre de Moussa Traoré, Ahmed Ag Amani. Et même si on nommait tous les dirigeants touaregs dans les grands postes de l'administration (ce qu'ils réclament d'ailleurs) et intégrait leurs combattants dans l'armée régulière, qu'est-ce que cela changerait pour la masse des pauvres?

Il est de plus en plus difficile de survivre à la façon traditionnelle dans ces vastes

régions désertiques qu'occupent de longue date les touaregs. Difficile...et inhumaine, car la dureté de l'existence imposée aux hommes de ces régions il y a deux, trois siècles ou plus, n'a plus aucune autre raison d'être, au vingtième siècle, que des raisons sociales injustes, liées au maintien de la société capitaliste.

Comment les touaregs pourraient-ils changer de vie, alors que les sociétés malienne, nigérienne ou algérienne, elles-mêmes pauvres, ne laissent aux touaregs comme alternative à la misère "traditionnelle" du désert que la misère "moderne" des bidonvilles, avec le chômage et la manque absolue de perspectives.

Rejetés et opprimés sous le colonialisme, les touaregs continuaient à l'être par les Etats du Mali, du Niger et d'Algérie. C'est sans doute pour cela que les touaregs ne se sont jamais sentis représentés par les dirigeants de ces Etats.

C'est sur ces sentiments d'oppression que s'appuient les dirigeants des mouvements touaregs pour réclamer l'autonomie, voire l'indépendance.

Certes, si la population de cette région désire l'autonomie ou l'indépendance ce sera leur droit le plus absolu. Mais il n'en demeure pas moins que la solution pour les pauvres de ces pays ne réside pas dans la division ethnique, raciale ou régionale. La solution c'est dans le combat commun contre tous les oppresseurs présents et futurs qui vivent du sang et de la sueur des pauvres.

## MAURITANIE ELECTIONS BIDONS

Des élections sénatoriales ont eu lieu récemment pour élire un tiers des membres du sénat. Evidemment, le parti du dictateur Taya a raflé 16 postes sur les 17 à pourvoir.

Comme les élections présidentielles puis législatives et municipales de l'année dernière, toutes ont été gagnées par le même homme et son parti doté d'un nom ronflant: "parti républicain démocratique et social".

Quand on sait comment se déroulent ces élections où l'on fait voter même les morts en faveur de l'homme au pouvoir, comment Ould Taya peut-il perdre cette mascarade

électorale?

Ce n'est pas la présence d'un sénateur d'opposition élu à Kaédi et de quelques autres à l'assemblée et aux municipalités qui enlèvera le caractère dictatorial et raciste du régime d'Ould Taya. Avant les militaires gouvernaient et dirigeaient tout sans élections. Maintenant ils font semblant d'organiser des élections en s'assurant d'avance qu'ils seront toujours gagnants. C'est cela la "démocratie" et le "multipartisme" à la sauce du dictateur Ould Taya et de son régime qui opprime non seulement la population négro-africaine mais l'ensemble des déshérités du pays.

## RWANDA

### L'ETHNISME COMME MOYEN DE PARVENIR OU DE RESTER AU POUVOIR

situation demeure toujours grave au Rwanda, plus particulièrement à Kigali la capitale, théâtre de combats entre l'armée gouvernementale, (forces armées rwandaises) et les rebelles du front patriotique rwandais (FPR).

On ne sait pas si les rebelles constitués essentiellement de tutsis, qui mènent l'offensive vont réussir à arracher le pouvoir des mains des dirigeants actuels en majorité hutus; on ne sait pas non plus si les deux parties vont accepter finalement de négocier et s'entendre pour partager le pouvoir.

En attendant les rivalités entre les deux forces armées fait chaque jour de nouvelles victimes.

Les derniers bilans des affrontements publiés officiellement par des organismes internationaux font état de plus de deux cent mille morts parmi les populations civiles en l'espace de six semaines. Plus de quatre cent mille personnes déplacées ou réfugiées dans les pays voisins, au Zaïre et surtout en Tanzanie vivent dans un dénuement total. Les tout derniers combats étaient d'une rare violence; même les forces de l'ONU, envoyées, paraît-il, pour rétablir l'ordre à Kigali ont plié bagage. Il faut croire qu'aux yeux des dirigeants de l'ONU qui chantent à longueur de journée des discours sur "l'humanisme", la "paix", etc... les centaines de milliers de morts et de réfugiés mutilés qui pataugent dans le sang et dans la boue ne méritent pas plus que des pleurnicheries

hypocrites ou quelques interventions symboliques.

La haine entre les deux ethnies a pris une nouvelle dimension avec l'assassinat par les rebelles, semble-t-il, de l'ancien président Juvenal Habyarimana le 6 avril, un Hutu. Pour le venger, l'armée ne s'en est pas prise à ceux qui ont tenté un coup d'Etat par l'assassinat du président mais aux populations civiles, aux tutsis habitant les quartiers populaires, les massacrant sans retenue. De son côté, les rebelles du FPR se sont livrés à des massacres de Hutus dans les quartiers des villes et les villages qu'ils contrôlent. C'est ainsi que ces criminels, les uns pour rester au pouvoir, les autres pour y parvenir, massacrent aveuglément les populations innocentes qui ont le seul tort d'appartenir à l'ethnie de leurs rivaux politiques. C'est aussi cela un des aspects odieux du nationalisme.

Cette haine ethnique particulièrement meurtrière qui vient d'éclater au grand jour a été longtemps entretenue parmi les deux communautés.

D'abord par le colonialisme allemand qui s'était tantôt appuyé sur une ethnie, tantôt sur une autre pour gouverner. Ensuite par l'administration coloniale belge. Le Ruanda-Urundi était placé sous protectorat belge en 1919, après la défaite de l'Allemagne dans la première guerre mondiale. Ce territoire a été par la suite divisé en deux républiques: le Rwanda et le Burundi actuels. Après les indépendances formelles, les nouveaux dirigeants à la peau noire ont repris la même politique de leurs maîtres: diviser pour régner.

La haine entre les ethnies a été longtemps alimentée d'en haut par les instances dirigeantes. Mais à la base, dans la population même, ce n'était pas toujours la guerre. Au contraire, les deux communautés

vivaient côte à côte, dans les mêmes quartiers, dans les mêmes villages: il y eut même de nombreux mariages inter-ethniques.



Un camp de réfugiés rwandais  
en Tanzanie

Il est possible que les populations, qu'elles soient hutus ou tutsis, vivent dans la paix et la fraternité. Pour cela, les populations, toutes ethnies confondues ont tout à gagner à déclarer la guerre à tous ceux qui utilisent l'ethnisme pour leurs intérêts personnels, pour se hisser au pouvoir. Ils ont tout intérêt à s'attaquer aux riches qui les exploitent, aux bourgeois, petits ou grands même, s'ils appartiennent à leur ethnie.

D'une manière générale, l'avenir des pauvres, des travailleurs, l'avenir de l'humanité se trouve ailleurs que dans les affrontements ethniques, tribaux ou religieux. L'avenir est dans la guerre que tous les exploités de Rwanda, d'Afrique et partant du monde, livrent aux possédants, aux bourgeois. De l'issue de ce combat dans ce cadre plus vaste dépend le sort des pauvres à se libérer ou non du joug du capitalisme qui engendre la misère et les guerres fratricides.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.